

## Bulletin d'histoire politique

# Le déclin du militantisme dans les partis

Éric Montigny



Volume 19, numéro 1, automne 2010

Les partis politiques en crise

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056017ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056017ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Montigny, É. (2010). Le déclin du militantisme dans les partis. *Bulletin d'histoire politique*, 19(1), 89–96. <https://doi.org/10.7202/1056017ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# Le déclin du militantisme dans les partis

ÉRIC MONTIGNY  
*Université Laval*

Dans cette communication, j'aborderai trois problématiques. Y a-t-il un déclin du militantisme au sein des partis politiques au Québec? Assiste-t-on à une modification de la forme du militantisme au Québec? Peut-on parler de «dédémocratisation» au sein des partis politiques au Québec? Par dédémocratisation<sup>1</sup>, j'entends une baisse du pouvoir des militants au sein des instances qui se traduit inévitablement par une centralisation du pouvoir auprès du chef.

## **L'évolution du militantisme**

Examinons d'abord l'évolution du militantisme selon les indicateurs du Directeur général des élections au Québec. Les partis avancent des chiffres quant à leur nombre de membres. C'est souvent difficile d'avoir une lecture juste du nombre de membres réels qu'ils ont, hormis lors des courses au leadership. Il y a deux indicateurs qui sont présents dans les documents du Directeur général des élections: le premier regroupe les revenus associés aux adhésions; l'autre indicateur, c'est le nombre de contributeurs aux partis politiques.

En premier lieu, j'examinerai l'évolution du militantisme selon ces indicateurs et ensuite je m'attarderai sur le cas du Parti québécois et de l'existence de mécanismes de compensation au sein de ce parti. Les mécanismes de compensation représentent des arrangements institutionnels au sein des partis pour faire en sorte de favoriser le militantisme des membres, l'engagement des membres, le bénévolat des membres.

Prenons d'abord l'indicateur de l'évolution de l'adhésion. On constate un déclin important, particulièrement au Parti québécois, quant aux revenus d'adhésion. Si on analyse le cas du Parti québécois de 1981, ce parti obtenait 1,4 million \$ de revenus d'adhésion. En 2007, ce parti récoltait 375 000,00 \$ de revenus d'adhésion.

En revanche, il y a une plus grande stabilité au Parti libéral du Québec. En termes de revenus d'adhésion, ceux-ci s'élevaient à 350 000,00 \$ en 1981, comparativement à 370 000,00 \$ en 2007. Je ne veux pas utiliser la formule simpliste consistant à diviser par 5 \$ pour obtenir le nombre de membres, parce qu'il faut bien sûr tenir compte du fait qu'il y a des gens qui renouvellent pour plus d'une année. Mais ceci dit, cet indicateur-là nous indique qu'il y a un déclin du nombre de militants dans le temps, particulièrement au Parti québécois.

Maintenant, en ce qui concerne le nombre de contributions, là aussi, on observe un déclin. En 1989, le PQ avait près de 70 000 contributeurs. En 1994 – c'était une année électorale aussi mais qui marquait le retour au pouvoir du Parti québécois – ce nombre a dépassé les 80 000, donc on peut constater qu'il y avait une culture de financement populaire au sein du Parti québécois. Les données de 2007 montrent un déclin majeur qui est comparable d'ailleurs à l'année de 2003 où il n'y a que 30 000 contributeurs. Avec cette chute marquée, le Parti québécois rejoint le Parti libéral quant au nombre de contributeurs. Bien sûr, les contributions au Parti libéral sont généralement plus élevées qu'au Parti québécois, ça, c'est historique. Pour ce qui est de l'ADQ, le nombre de contributions en 2007 se situait en dessous de 10 000.

Donc, déclin du militantisme sur le plan des adhésions et des revenus d'adhésion qui ont bien sûr un lien avec la popularité électorale. Mais, cela dit, la fluctuation à la baisse est beaucoup plus importante au Parti québécois. On peut donc présumer d'une baisse significative du nombre de membres, quoiqu'en disent les partis.

L'autre indicateur qui nous vient du DGE, c'est le nombre de contributions. C'est vrai qu'on a une tradition de financement populaire au Parti québécois. Selon les données du DGE il y a un nombre très important de contributeurs qui donnaient au Parti québécois comparativement aux autres partis, mais on constate là aussi une baisse qui est très, très significative. Cette baisse est d'ailleurs enregistrée au Parti québécois depuis 1998. Donc, il y a une réduction de l'écart entre le PQ et le PLQ, et ce, à partir de 2003, de façon constante.

## **Le cas du Parti québécois**

Je vais examiner plus en détail le cas du Parti québécois. J'ai procédé de deux façons : d'abord, j'ai administré un questionnaire, en 2006, auprès de 193 militants du Parti québécois, représentatifs de toutes les régions du Québec. J'ai ensuite réalisé des entrevues en 2006 et 2007, auprès de 13 cadres et anciens cadres du PQ. Pour faire mon analyse, j'ai utilisé un cadre conceptuel qui est développé par Muller et Strom<sup>2</sup> et je l'ai utilisé dans le cadre d'une étude comparative entre le Parti québécois et le Parti

travailleuse pendant la période de Tony Blair. Donc, les deux périodes concordent, j'ai étudié les deux partis entre 1994 et 2005.

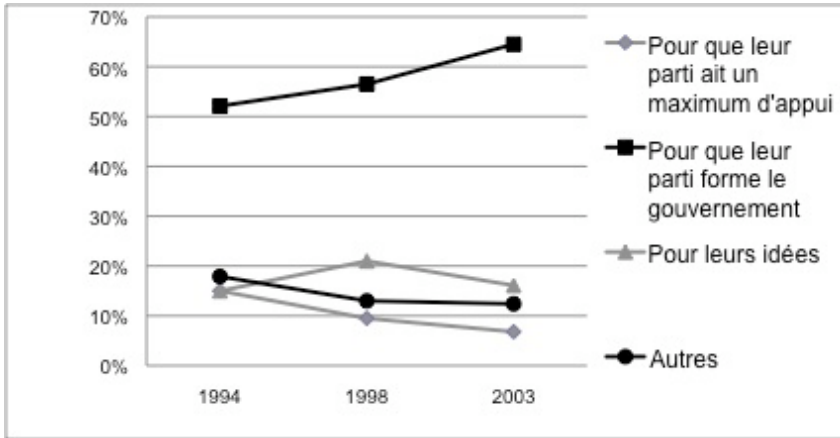
Quel est le cadre conceptuel développé par Muller et Strom? D'abord, ils analysent les partis politiques sous l'angle des objectifs partisans. Et là je ne veux pas m'étendre trop longtemps parce que ce n'est pas le but de la conférence, mais un parti politique peut poursuivre, selon Muller et Strom, trois objectifs qui ne sont pas nécessairement exclusifs mais qui peuvent représenter différentes proportions dans l'objectif partisan visé par un parti que ce soit celui d'*office seeking*, l'accession au pouvoir, celui de *policy seeking* ou mise en valeur des propositions politiques, des idées politiques et celui de *vote seeking*, la recherche du maximum d'appuis au sein de l'électorat.

Muller et Strom postulent qu'un chef de parti politique vise l'objectif de l'«*office seeking*». Il veut généralement occuper les fonctions gouvernementales et, pour y arriver, il a besoin de deux ressources: la ressource argent et la ressource temps en termes de bénévolat, d'où, selon Muller et Strom, une capacité d'analyser les différents mécanismes de compensation ou les règles institutionnelles qui sont présentes au sein d'un parti politique.

Pour étudier le cas du Parti québécois en termes d'objectifs partisans, nous avons étudié le niveau d'influence des militants du PQ entre 1994 et 2005. Je vais donc vous présenter des données sur l'implication des militants dans le processus de rédaction du programme, sur la marge de manœuvre du chef quant au programme, sur la sélection des candidats et sur le vote de confiance envers le chef.

En 2003, j'ai interrogé les militants sur leurs motivations, et j'ai eu la surprise de constater que 65% des militants du Parti québécois militaient d'abord au parti pour que celui-ci forme le gouvernement. Il s'agit d'une progression depuis 1994, à l'époque, c'était 52%. L'idée de militer d'abord pour des idées est assez stable, autour de 20%. Quand j'ai demandé quelle était la perception que les militants avaient envers les autres militants, ceux-ci voyaient les autres militants comme étant moins préoccupés par la gouvernance qu'eux ne l'étaient. Quand j'ai demandé aux cadres de me dire pourquoi selon eux les militants s'impliquaient au Parti québécois, les cadres voyaient les militants du Parti québécois d'abord comme étant motivés par des idées politiques. Un ancien ministre m'a dit: «80% des militants s'impliquent pour la souveraineté et malheureusement que pour ça. Les autres 20%, c'est la souveraineté plus un autre enjeu, tel l'environnement, la langue ou autre chose». Un ancien conseiller m'a dit: «Un militant s'implique d'abord pour défendre le programme du parti: souveraineté et progrès social. La victoire au scrutin est perçue comme une façon de pouvoir l'appliquer». Un autre ancien ministre m'a dit: «75% des militants s'impliquent pour voir leurs idées être mises en application. Quant à vivre une expérience, on voit ça également, un parti politique, c'est aussi un réseau».

Tableau 1



Ce tableau montre l'évolution de la motivation des membres au PQ. Le nombre de membres qui militent d'abord pour que le PQ forme le gouvernement demeure élevé entre 1994 et 2003 et est en croissance. Deuxième élément important, c'est l'existence d'un écart perceptuel. Écart perceptuel entre les militants qui constatent que les autres militants militent d'abord pour former le gouvernement mais en moindre proportion qu'eux ne l'avouent eux-mêmes. Écart perceptuel aussi entre les cadres et les militants. Les cadres perçoivent les militants comme étant plus motivés par des raisons politiques que les militants ne se perçoivent eux-mêmes motivés par des raisons politiques. Il y a deux explications possibles à ça. La première, c'est que les cadres sont plus régulièrement en contact avec certains militants qui sont motivés par des raisons politiques. L'autre raison, c'est qu'au Parti québécois une proportion de ceux qui disent militer pour que leur parti forme le gouvernement le disent parce que pour faire un référendum, il faut occuper la fonction gouvernementale.

Pour ce qui est de l'implication des membres du PQ au programme, j'ai constaté un creux. De façon générale, les membres du Parti québécois considèrent qu'ils s'impliquent beaucoup au programme, mais la période où ils se sont sentis le moins impliqués est celle de 2000 sous Lucien Bouchard. Les cadres du PQ, pendant cette époque-là, constataient ou considéraient plutôt que l'implication des membres à la rédaction du programme était importante. D'abord, certains m'ont rappelé l'article 1 du chapitre IV des statuts du Parti québécois qui prévoit que tout membre a le droit et le devoir de participer à l'élaboration du programme du parti et de contribuer selon ses moyens à la réalisation de ses objectifs. Mais ils sont allés

aussi un peu plus loin en disant que l'implication des membres du Parti québécois à l'élaboration du programme, c'était le salaire des militants. Un ancien ministre m'a dit: «La rédaction du programme engage toute la base militante, du bas vers le haut; il s'agit d'une compensation pour les militants». Un ancien directeur de cabinet du premier ministre m'a dit: «Le salaire du militant qui fait beaucoup de financement et de recrutement, c'est de pouvoir contribuer au débat plutôt que de ne discuter de politique qu'en famille le soir de Noël».

J'ai mesuré aussi la marge de manœuvre des chefs pour, si on veut, se distancer du programme, laisser tomber un engagement ou appliquer une mesure qui ne figurait pas au programme du parti. J'ai constaté que M. Bouchard disposait de la plus grande marge de manœuvre, et M. Landry, de la plus faible. M. Bouchard allait chercher sa légitimité ailleurs que chez les membres, soit auprès de l'opinion publique, soit auprès de la société civile, notamment en s'appuyant sur les sommets, ce qui avait pour effet de donner un agenda gouvernemental qui pouvait être autre que celui du Parti québécois ou des membres du Parti québécois.

L'autre mécanisme de compensation qui m'est apparu important dans le cas du PQ, c'est celui de la sélection des candidats. Un ancien directeur de cabinet m'a dit: «Il est périlleux d'imposer une candidature lorsqu'il y a une alternative locale crédible. Les militants sont jaloux de ce pouvoir, et c'est d'autant plus vrai qu'ils ont perdu de l'influence sur la façon dont le budget électoral est dépensé, alors que 45 % vont à la publicité nationale». Il ajoute: «L'expérience de Roger Nicolet, où le chef a voulu imposer une candidature vedette, fut désastreuse; on peut d'ailleurs parler d'un syndrome Nicolet». Un ancien ministre va même plus loin: «L'idée de réserver 10 % des comtés pour les candidatures venant du chef a été évoquée pour attirer des candidats vedettes ou des candidatures spéciales. On s'est fait dire de ne pas toucher à ça; c'est un pouvoir important qu'il nous reste».

Au Parti québécois, il existe aussi un autre mécanisme de compensation qui est le vote de confiance envers le chef. C'est un mécanisme d'imputabilité dont le niveau de contraintes est très élevé si on le compare avec d'autres partis, en particulier au Québec. En effet, il y a automatiquement un vote de confiance peu importe le résultat électoral, que le Parti québécois gagne ou perde l'élection. Ce que j'ai observé suite à l'administration du questionnaire, c'est que, pendant toute la période, le niveau d'appui nécessaire, selon les militants, pour qu'un chef du Parti québécois puisse demeurer en poste, est élevé, même très élevé: c'est environ 80 % des répondants qui indiquent qu'il doit être au-dessus de 70 % d'appuis, et c'est même le quart qui indique qu'il doit être en haut de 80 %.

En ce qui a trait aux mécanismes de compensation, nous constatons que le programme appartient aux militants et que les engagements électoraux appartiennent au chef, donc qu'il y a un certain compromis qui s'établit où

les militants élaborent le programme alors que le chef travaille sur les engagements électoraux avec ses principaux conseillers, ses ministres et les fait ratifier ensuite par les militants. Deuxième élément important qu'il importe de rappeler, Lucien Bouchard allait chercher une légitimité auprès de la société civile ou de l'opinion publique. Autre élément, c'est la sélection des candidats dont le processus appartient aux militants. Nous avons enfin retenu le vote de confiance, qui traduit un niveau élevé d'imputabilité.

J'en viens à la question posée au début sur la « dédémocratisation » du PQ. Si on prend la période de 1994 à 2005, on constate l'existence de mécanismes de compensation importants. Donc, il y a des arrangements institutionnels qui favorisent l'implication des militants. On constate aussi que la marge de manœuvre du chef a varié selon l'opinion publique, selon l'appui que le chef reçoit, mais on constate aussi, sans pouvoir encore parler de pleine « dédémocratisation », des signes précurseurs d'une « dédémocratisation ».

Quand on analyse l'évolution du PQ de 2005 à 2009, il faut rappeler qu'il y a eu en 2005 des modifications aux statuts qui ont eu pour effet de réduire la fréquence des conseils nationaux et accroître le rôle de la Conférence des présidents qui se déroule d'ailleurs pour l'essentiel à huis clos. On a aussi le cas, lors de l'élection de 2008 de la sélection du candidat dans L'Assomption où, là, le chef a court-circuité le processus. Et je disais plus tôt que c'était un mécanisme important de compensation au PQ. Sans faire de blague, la police a été obligée d'intervenir pour rétablir l'ordre parce que le chef avait imposé un candidat. Ce n'est pas banal dans notre démocratie au Québec que la police intervienne dans le processus d'élection. On assiste au report du congrès, c'est la deuxième fois. Il a été reporté en 2007. Il a été reporté en 2009 vers 2011. C'est six ans sans congrès, deux élections, et la version de 2005 du programme fut publiée après un certain délai.

Un élément peut servir d'indicateur pour montrer, si on veut, le niveau d'imputabilité du chef et le pouvoir des militants au sein d'un parti. Il s'agit du caractère permanent du programme. C'est un principe au PQ où le programme était amendé de congrès en congrès par le biais d'une proposition principale. Le flottement qui existe depuis 2005 remet en question cette façon de faire. On verra ce que ça va donner dans l'avenir, mais je ne serais pas surpris que ce soit modifié.

### **Quelques stratégies d'adaptation des partis**

Dégageons maintenant les signes du déclin du militantisme au sein des partis politiques au Québec, pas seulement au Parti québécois. On observe que les partis politiques ont développé des stratégies d'adaptation qui entraînent un déclin du militantisme au sein des partis.

Le premier signe est apparu en 2003. Avant, le pointage téléphonique se faisait, comme le veut l'expression, au téléphone par un militant. L'objectif était simple, soit identifier la couleur politique de l'électeur en vue de le faire voter le jour du vote. Il est apparu une nouvelle technologie qui s'appelle Data Vox où maintenant ce sont des machines qui font le travail des militants pour rejoindre l'électeur, pour cibler l'électeur. Dans le comité électoral d'un comté, le pointage téléphonique, constitue une bonne partie du travail. Il y a maintenant cette technologie-là qui a été développée et testée en 2002-2003, qui a été encore plus utilisée en 2007 et en 2008. Donc, on verra si c'est une tendance qui se développe, mais, pour moi, il s'agit d'une stratégie d'adaptation pour combler la baisse du militantisme.

L'autre élément, c'est l'affichage électoral. Nous observons un phénomène qui remonte à encore plus loin dans le temps. Depuis les années 1990, on préfère confier l'affichage électoral à des firmes privées plutôt qu'à des militants. Est-ce que c'est dû à un vieillissement des militants, à une baisse du nombre de militants? Comme s'est relativement onéreux comme processus, c'est plus le Parti libéral qui fonctionne de cette manière-là. Ce phénomène est néanmoins bien réel. Troisième signe qui ne ment pas, et ça a été peut-être amplifié par le fait qu'il y a une liste électorale permanente maintenant, le Directeur général des élections du Québec joue un plus grand rôle dans le recrutement du personnel électoral au Québec.

Autre phénomène, c'est la concurrence d'autres groupes d'intérêts dans le militantisme. Les gens choisissent leur militantisme. Les partis politiques ont davantage de compétition maintenant. Il y a un défi organisationnel posé par les nouveaux mouvements sociaux. On a parlé d'un défi motivationnel, d'un défi organisationnel. J'ajouterais un défi supplémentaire, celui du recrutement. Dans les entrevues que j'ai réalisées avec des cadres du PQ beaucoup m'ont dit qu'il y avait un pouvoir d'attraction élevé des nouveaux mouvements sociaux auprès de la nouvelle génération. Ça va dans le sens aussi d'un militantisme non traditionnel. On observe de la «multimilitance», des gens engagés dans des partis politiques, mais qui sont aussi engagés ailleurs.

Une étude réalisée auprès de jeunes femmes impliquées dans les partis politiques par Quéniart et Jacques<sup>4</sup> révèle qu'elles n'adhéraient pas en bloc à l'ensemble de ce que le parti proposait et qu'elles ne se sentaient pas liées pour toujours à une même affiliation partisane. Cette étude révèle donc une individualisation de l'engagement des plus jeunes au sein des partis politiques.



## Conclusion

Je voudrais conclure en revenant sur les trois questions que je posais au départ. Est-ce qu'il y a déclin du militantisme? Je crois que oui, le militantisme n'est pas insensible aussi à la chute du niveau de participation aux élections. Le parti politique, c'est aussi un reflet de la société. Quand on a un taux de participation de 57,5% à une élection, il ne faut pas s'attendre à ce que les partis politiques soient investis d'une multitude de membres. Il y a une étude aussi qui a été réalisée au Canada par Cross et Young, en 2004, qui nous indiquait que les membres des partis politiques au Canada consacraient peu de temps à leur engagement et que le recrutement des jeunes constituait un défi de taille. Même s'il n'y a pas des données comparables pour le Québec, je considère qu'il n'y a rien qui indique que ce soit bien différent ici.

Deuxième question: y a-t-il une nouvelle forme de militantisme? Je pense que oui parce qu'on assiste au développement de réseaux. Avant, les militants se regroupaient essentiellement en comtés. Maintenant ils se regroupent aussi, dans une certaine mesure, dans le cyberspace. Donc, il y a une nouvelle forme de militantisme où on considère les partis politiques comme étant une famille politique, un réseau. Il en résulte une fidélité moins grande par rapport aux idéaux du parti.

Enfin, assiste-t-on à une «dédémocratisation» partisane dans le cas du PQ où les statuts étaient beaucoup plus décentralisés que dans le cas du PLQ ou de l'ADQ? Je pense qu'on voit ce phénomène-là poindre. Et d'ailleurs ce n'est pas un phénomène réservé au PQ. Il est observé dans plusieurs partis sociaux-démocrates en Europe, particulièrement au Labour Party.

## Notes et références

1. Lawson, Kay, «When parties dedemocratize» dans Kay Lawson et Peter H.Merkel (dir.), *When parties prosper. The uses of electoral success*, Boulder Colorado, Lynne Rienner Publishers, 2007, p.353-336.
2. Muller, Wolfgang C et Kaare Strom (dir.), *Policy, Office or Votes? How Political Parties in Western Europe Make Hard Decisions*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
3. Quéniart, Anne et Julie Jacques, «L'engagement politique des jeunes femmes au Québec: la responsabilité au pouvoir d'agir pour un changement de société», *Lien social et Politiques*, n° 46, 2001, p. 45-53.

## Commentaires sur le rôle des experts

JEAN-CLAUDE RIVEST  
*Sénateur*

D'abord, c'est avec plaisir que je reviens dans cette maison Duvernay qui était, comme on le sait, l'ancien Club de réforme. En entrant je me rappelle une de mes premières activités, ici, comme jeune étudiant en maîtrise à la Faculté de droit. À l'époque, je travaillais avec Paul Gérin-Lajoie à la rédaction du rapport sur le statut particulier du Québec, et dans cette salle, il y a eu un phénomène qui a eu son importance dans l'histoire politique du Québec, dans la mesure où, René Lévesque ayant quitté en 1967, M. Lesage avait fait une déclaration que j'avais trouvée, à l'époque, très malheureuse et qui l'était probablement. Il avait dit: « Le Parti libéral du Québec garde comme position constitutionnelle le statut particulier, mais on en oublie le nom ». En fait, on a oublié la chose également.

Guy Lachapelle a énuméré un certain nombre d'experts. Il y en a un autre dont je veux parler, ce sont les agents de communication, les sondages, les opérations de marketing, etc., et ça, effectivement, c'est un phénomène qui est intéressant et qui est probablement important, surtout dans le paysage actuel, pour expliquer le scepticisme profond que je ressens, et cette espèce de morosité aussi qui a gagné le Québec depuis, je dirais, l'après-référendum de 1995 qui pèse sur la vie politique en général et sur l'action politique. Cela m'apparaît assez troublant, parce que ça fait quand même 10, 15 ans, et on ne semble pas s'en remettre. Je trouve que ça manque de vision, de perspective, et là, vraiment, on aurait peut-être besoin d'experts pour donner un nouveau souffle!

À la dernière campagne électorale, j'ai été frappé par l'influence des experts en communication. On a noté non sans raison une immense proximité entre la démarche politique et gouvernementale du Parti québécois et celle du Parti libéral du Québec, les propositions étant pratiquement interchangeables. Et sans doute que les partis, qui utilisent beaucoup, aujourd'hui, les sondages... mais je ne pense pas qu'ils aient une grande importance, ce sont plutôt les *focus groups*, qui servent à l'élaboration des

positionnements politiques. J'écoutais, soit M. Charest ou M<sup>me</sup> Marois, et j'avais l'impression qu'ils avaient les mêmes experts, entre guillemets, comme conseil, et qu'ils faisaient une espèce de traduction un peu mécanique de la chose. Les connaissant l'une et l'autre, il est possible qu'ils aient cédé à la tentation.

Une telle approche est très réductrice de ce qu'est que la véritable action politique, le véritable engagement politique, ce gommage des différences est une des causes de la crise que vivent les partis politiques actuellement au Québec.

Les memberships sont moribonds. On gonfle artificiellement le nombre de membres au moment de convention dans une circonscription ou lors des conventions au leadership. Le meilleur exemple, c'est le Parti québécois qui a été un parti de militants, de gens absolument convaincus. Quand André Boisclair a fait la campagne au leadership, le membership est monté d'une façon absolument considérable avec des gens qui sont probablement partis après. C'était incroyable que le Parti québécois en soit arrivé là.

Également, il y a un vide sur le plan des idées, quand on a connu la période antérieure bien sûr celle des années 1960 et 1970. On disait que le Parti québécois était le parti d'idées au Québec. Mais ce parti n'a pas tenu de congrès plénier pour définir son programme depuis quatre ou cinq ans. C'est énorme. Donc, qui mène et qui dirige ce parti? Le Parti québécois, pour prendre cet exemple-là, était un parti de militants qui dans les associations de comté, dans les congrès régionaux et les conseils nationaux définissaient au fond le programme et la plate-forme du Parti québécois qui était bien sûr accessible et disponible aux membres et au public en général, et qui s'est traduit par tellement de choses bénéfiques pour le Québec. Cela s'est complètement anémié, on n'a plus du tout cette contribution-là de la base militante au débat des idées Et ça, ça m'inquiète.

Dans la conjoncture actuelle, cela veut dire que les définisseurs de situation, ce sont les experts, que ce soient les trois types d'expert qu'a mentionnés Guy ou les experts des communications. Et, après ça, on s'étonne non sans raison, puis on s'inquiète aussi qu'il y ait actuellement, dans la population, une certaine désaffection face à la vie et à l'action politique. J'ai parlé du Parti québécois, mais c'est également vrai du Parti libéral du Québec.

Il y a deux ou trois facteurs qui m'inquiètent énormément dans la conjoncture politique actuelle et qui donnent aux experts une place qui risque d'être de plus en plus démesurée. Le premier bien sûr, au Québec, on a eu des facteurs mobilisants, structurants extrêmement forts autour des options sur le statut politique du Québec. On était libéral parce qu'on était fédéraliste, on était Parti québécois parce qu'on était souverainiste, et l'un et l'autre parti structuraient toute leur action politique, leur projet

politique, leur vision, pour servir la cause soit de la souveraineté ou la cause de l'option fédérale. Et quand, après 1995, ce débat-là est disparu, la société, et les partis politiques ont dû en quelque sorte réapprendre à se passionner autant qu'on l'était pour l'enjeu constitutionnel pour les questions d'éducation, de santé et d'économie, et ce n'était pas évident. Donc, il y a eu un affaïssement en quelque sorte du militantisme, et, à ce moment-là, les techniciens ont pris le relais, parce qu'il fallait bien faire un programme, prendre des engagements électoraux. Mais il n'y avait plus cette conviction et cette âme, ce supplément d'âme, comme le disait un philosophe, qu'on avait dans la période où on a vécu cette antinomie entre les options constitutionnelles.

La deuxième chose qui m'apparaît très évidente – et on le voit nettement dans l'opinion publique, et c'est très difficile pour les partis politiques et les experts – c'est le phénomène de la mondialisation. On dirait que l'électorat a acquis la conviction que son gouvernement, qu'il choisit et qu'il élit, à l'exception bien sûr des questions du statut politique, n'a plus les moyens d'être à la hauteur de son discours. Prenez par exemple, au Québec, on a eu un débat formidable sur le contrôle de la dette; ce que Lucien Bouchard a fait, ce que l'ADQ a apporté, ce que le Parti libéral a fait soit le Fonds des générations, tout cela saute avec l'arrivée d'une crise économique internationale. Alors, l'électeur se dit: Pourquoi voter? Qu'est-ce que ça me donne? On pourrait donner mille et un exemples. Il y a un scepticisme qui s'est installé. Alors, les gens se désengagent, on le voit dans tous les partis politiques, à l'égard même de la vie politique en général.

La troisième chose différente par rapport à ce qu'on a connu dans le passé, c'est que les systèmes en place sont extrêmement difficiles à bouger, par rapport à la grande époque, enfin celle de ma génération, de M. Lesage, de Bourassa, de René Lévesque. Prenez par exemple Robert Bourassa et l'assurance-maladie. Il avait fait un discours en disant: Il faut éliminer la barrière de l'argent pour l'accès à la santé. Il est élu. Deux ans après, le monde avait sa carte-soleil. Aujourd'hui, on est en face d'un problème de santé, on a des gens compétents et dévoués comme Couillard, etc. Quelle est la réalisation? Donc, les gens se désengagent. Alors, ça prend aussi des experts. On le voit. Comment trouver un discours politique qui ait une envergure, qui ait une profondeur, qui soit un stimuli pour amener les gens à se mobiliser? Moi, je pense que c'est très important. Et ça risque toujours de donner la place aux techniciens, une place probablement trop grande.

En conclusion je dirai peut-être le contraire de tout ce que je viens de dire. Au fond, les progrès qu'on a acquis dans le passé ont quand même démocratisé, diffusé le pouvoir, on a sorti le pouvoir de changement social des partis. Moi pour un, quand René Lévesque était ministre des Affaires

sociales, ou quelqu'un par exemple comme M<sup>me</sup> Thérèse Lavoie-Roux qui parlait des questions sociales, je la croyais. Aujourd'hui, c'est drôle, mais pour les changements sociaux, je crois plus le D<sup>r</sup> Julien que le ministre des Affaires sociales.

Alors, pourquoi, moi, comme citoyen, je m'engagerais dans mon association de comté, pourquoi j'irais au congrès national pour faire adopter des résolutions, quand je sais qu'en bout de ligne ce sont des techniciens qui vont décider ?

Je crains que les experts, de mon style bien sûr, les experts du monde intellectuel, mais surtout les experts des sondages, du marketing, de l'im-médiat, soient les agents déterminants de la vie politique. Je termine en disant tout le contraire de ce que je viens de vous dire, mais, quand Obama arrive, les gens participent. En France, au deuxième tour des élections présidentielles, il y avait quand même une participation de 87%. Alors, moi, je souhaite au Québec qu'il nous arrive des maires comme Labeaume de Québec, et qu'ils donnent un peu de stimuli. C'est peut-être la seule façon de corriger cette vision pessimiste que j'ai.